Fonds de préparation du
Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF)

Situation budgétaire de l'AF14 et proposition de budget pour l'AF15 pour le Fonds de préparation du FCPF

24 juin 2014

Comme cela a été demandé lors de la quinzième réunion du Comité des Participants du FCPF (PC15) qui s'est tenue à Lombok en Indonésie du 30 juin au 1er juillet 2013, et comme mentionné dans le résumé des coprésidents, cette note a pour objectif (A) de présenter la situation budgétaire de l'AF14 dans le contexte de l'historique du Fonds et (B) de présenter la proposition budgétaire du Fonds de préparation pour l'AF15, y compris les activités supplémentaires.

1. Cycle budgétaire

Le calendrier budgétaire du FCPF – pour le Fonds de préparation comme pour le Fonds Carbone – est basé sur l'année fiscale (1er juillet-30 juin) de la Banque mondiale. L'AF15 démarre le 1er juillet 2014.
Selon la Charte, les budgets sont approuvés sur une base annuelle. Les budgets du Fonds de préparation et du Fonds Carbone pour l'AF14 ont été approuvés en juin 2013. **Le budget de l'AF14 du Fonds de préparation est soumis et proposé pour approbation à cette réunion PC17 du CP.**

Le budget du FCPF est centré autour de cinq principaux types d'activités : appui à la mise en œuvre dans les pays ; services de conseils aux pays ; appui méthodologique pour la REDD ; Secrétariat du FCPF et administration du Fonds. Ces activités sont regroupées en deux catégories : services aux Pays REDD et fonctions de secrétariat et d'administration fiduciaire.

a. Services aux Pays REDD : appui à la mise en œuvre dans les pays, services de conseils aux pays, appui méthodologique pour la REDD

Le travail de l'agence d'exécution ou du partenaire à la mise en œuvre relève de **l'appui à la mise en œuvre dans les pays.** Ceci couvre l'appui direct à la mise en œuvre y compris l'assistance technique de la part des Partenaires à la mise en œuvre (Banque mondiale, BID et PNUD). Cette assistance technique inclut le rôle essentiel de supervision des subventions et de revue nationale lié au devoir de diligence environnemental et social, les politiques et procédures financières et de passation de marché des Partenaires à la mise en œuvre et l'Approche commune en matière de sauvegardes environnementales et sociales. À mesure que les pays signent des accords de subvention pour la préparation et que le PNUD et la Banque interaméricaine de développement jouent activement leur rôle de Partenaires à la mise en œuvre, cette catégorie de dépenses va continuer à augmenter.

Dans le secteur des services aux Pays REDD également, les activités **de conseils aux pays** consistent en une coordination de la part du FCPF et de l'apport de commentaires pour les R-PP, les revues à mi-parcours et les R-Package. Le travail d'orientation sur le devoir de diligence environnemental et social du FCPF (directives en matière d'ESES, etc.) rentre aussi dans cette catégorie. Un autre élément essentiel comprend l'échange d'expériences entre les pays, l'élaboration et le partage de directives (inclusion sociale, tests de mécanismes de traitement des plaintes et de gouvernance forestière, liens entre les initiatives locales de REDD et les stratégies nationales de REDD+) avec les Pays REDD Participants.

Enfin, **l'appui méthodologique pour la REDD** vient compléter l'appui aux Pays REDD avec des activités telles que les revues par le Panel consultatif technique (TAP) des R-PP et des R-Package, l'examen par le TAP de sujets liés au Fonds Carbone (méthodologie et fixation des prix par exemple) et la participation des TAP aux réunions du FCPF. On peut citer parmi les autres responsabilités le maintien de liens étroits avec le Programme ONU-REDD et les programmes internationaux sur la REDD+ (PIF, FIC) ainsi que l'analyse de questions clés sur la REDD+, les leçons apprises et la gestion des connaissances (MRV, niveaux de référence, registres, etc.).

b. Fonction de secrétariat et d'administration fiduciaire

La fonction de secrétariat et d'administration fiduciaire comprend deux éléments : le **Secrétariat du FCPF** et **l'administration du Fonds de préparation**. La gestion globale du programme, les activités de gestion des partenariats entre les principales parties prenantes du FCPF, l'organisation de la réunion annuelle et des deux réunions annuelles du CP rentrent dans les coûts de Secrétariat du FCPF. Ces coûts comprennent aussi les frais de déplacement et les dépenses des Pays REDD Participants pour les réunions, la gestion du site Internet, les communications générales et ciblées, les activités de gestion de connaissances et les services de traduction.

Le travail **d'administration du Fonds de préparation** comprend les fonctions liées au rôle de la Banque mondial en tant qu'Administrateur fiduciaire du Fonds de préparation, y compris la préparation des budgets, des plans opérationnels et des projections financières. Ceci inclut l'élaboration des prévisions à long terme des sources et des utilisations des fonds ainsi que la préparation du rapport annuel du FCPF. Les autres tâches clés sont la comptabilité, la gestion des ressources, la passation de contrats et la gestion des contributions. Enfin, les services juridiques et le développement initial du cadre de suivi et d'évaluation du FCPF font également partie du rôle d'administration du Fonds.

2. Coûts partagés

Lors de l'établissement du FCPF, un accord sur les « coûts partagés » a été conclu. Il s'agit des coûts d'activités communes au Fonds de préparation et au Fonds Carbone. Selon la répartition convenue, ces coûts sont couverts à 65% par le Fonds de préparation et à 35% par le Fonds Carbone (selon la Charte du FCPF). Comme le Fonds Carbone était encore à un stade précoce de développement, il a été convenu que le Fonds Carbone ne supporterait les coûts partagés qu'à partir du 1er juillet 2011. Les « coûts partagés » ont en pratique inclus les activités liées au secrétariat du FCPF et aux fonctions d'appui méthodologique pour la REDD.

Le budget pour ces deux catégories de coûts, et donc pour les coûts partagés, est approuvé par le Comité des Participants (CP). Afin de contenir les coûts, les coûts partagés pouvant être imputés au Fonds Carbone pendant la durée de vie du Fonds ont été plafonnés à $12 millions (une mesure approuvée par le CP à travers la Résolution PC/8/2011/8).

3. Contributions du Fonds

La capitalisation actuelle du Fonds de préparation s'élève à $360,5 millions comme présenté ci-dessous.

Tableau 1 Contributions du FCPF au 1er juin 2014 (US$ millions)

Contributions to the FCPF Readiness Fund as of June 1, 2014 (US$m)								
	FY09	FY10	FY11	FY12	FY13	FY14	FY15-17	Totals*
Australia	9.6		8.0	6.3				23.9
Canada			41.4					41.4
Denmark		5.8						5.8
European Commission				2.7		1.4	1.4	5.4
Finland	9.0			5.7	5.3			20.0
France	4.6	0.6		5.1				10.3
Germany			26.0		13.1	13.9		52.9
Italy			5.0					5.0
Japan	5.0	5.0		4.0				14.0
Netherlands	5.0			7.6	7.6			20.3
Norway	5.0	16.4	8.8			38.7	62.5	131.4
Spain	7.0							7.0
Switzerland	8.2							8.2
United Kingdom			5.8					5.8
United States of America	0.5	4.5			4.0			9.0
Committed Funding	53.9	32.3	94.9	31.5	30.0	54.0	63.9	360.5

4. Budget approuvé pour l'AF14

La FMT a élaboré un budget sur la base de son programme de travail prévisionnel et des besoins estimés en matière d'appui aux pays. Après avoir revu la proposition budgétaire pour l'AF14 lors de la PC15, le CP a approuvé le budget opérationnel ci-dessous.

Tableau 2 Budget annuel global du Fonds de préparation du FCPF pour l'AF14 (coûts opérationnels)

Overall Budget ($000s)	FY14 Proposed Budget
Readiness Trust Fund Administration	447
FCPF Secretariat	1,407
REDD Methodology Support	2,255
Country Advisory Services	2,206
Sub-total	6,315
Country Implementation Support	4,023
Sub-total	10,338
IP and CSO Program	1,571
Total Operating Costs	11,909

Tableau 3 Répartition des coûts du budget entre le Fonds de préparation et le Fonds Carbone

Overall Budget shared between funds ($000s)	FY14 Proposed Budget
Readiness Fund	10,627
Carbon Fund	1,282
Total	11,909

5. Estimation des dépenses pour l'AF14

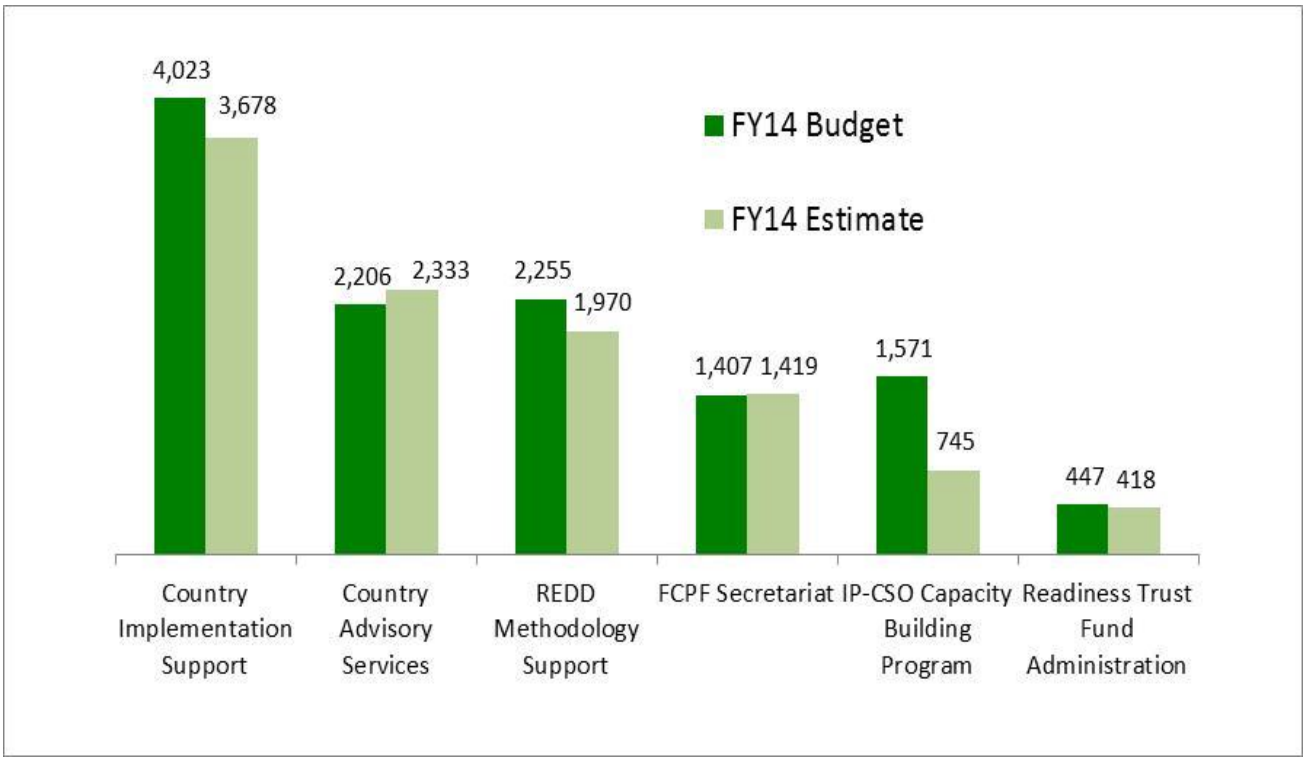
Tableau 4 Estimation des dépenses pour l'AF14

FY14 Readiness Fund ($000s)	FY14 Budget	FY14 Estimate	Under/(over) spend	Burn Rates
Readiness Trust Fund Administration	447	418	29	94%
FCPF Secretariat	1,407	1,419	(12)	101%
REDD Methodology Support	2,255	1,970	285	87%
Country Advisory Services	2,206	2,333	(127)	106%
Sub-total	6,315	6,140	175	97%
Country Implementation Support	4,023	3,678	345	91%
Sub-total	10,338	9,818	520	95%
IP and CSO Capacity Building Program	1,571	745	826	47%
Total Readiness Fund (including Carbon Fund Shared Costs)	11,909	10,563	1,346	89%

Les dépenses finales de l'AF14 seront présentées dans le rapport annuel qui sera rédigé pour la tenue de l'Assemblée des Participants (PA). Les comptes de l'AF14 n'étant pas encore clôturés, il s'agit d'une estimation provisoire des dépenses. Selon cette estimation, le budget de l'AF14 devrait indiquer un niveau de dépenses de 89% par rapport à l'enveloppe totale, une fois les chiffres définitifs disponibles. Il s'agit d'une sous-utilisation des fonds d'environ $1.3 millions par rapport au budget total de $11,9 millions. Cette sous-utilisation s'explique en majeure partie ($826k) par le retard des décaissements du Programme de renforcement des capacités des populations autochtones/OSC pendant que le mécanisme de prestation est encore en cours d'établissement. En examinant de près la plupart des autres principaux domaines d'activités, on constate que la planification budgétaire du FCPF est assez précise.

6. Dépassement et sous-utilisation des fonds par catégorie

Figure 1 Situation des dépenses pour l'AF14 : comparaison entre le budget et les estimations



a. Secrétariat et administration du Fonds fiduciaire

Les coûts d'administration du Fonds fiduciaire devraient être légèrement inférieurs au budget (94% dépensé). Grâce à l'expérience acquise par la FMT, l'équipe trouve des moyens de faire des économies sur les travaux de routine. Par contre, les coûts du secrétariat devraient légèrement dépasser le budget, d'environ 1%, ce qui s'explique principalement par le coût élevé de la réunion de la PC16 à Genève.

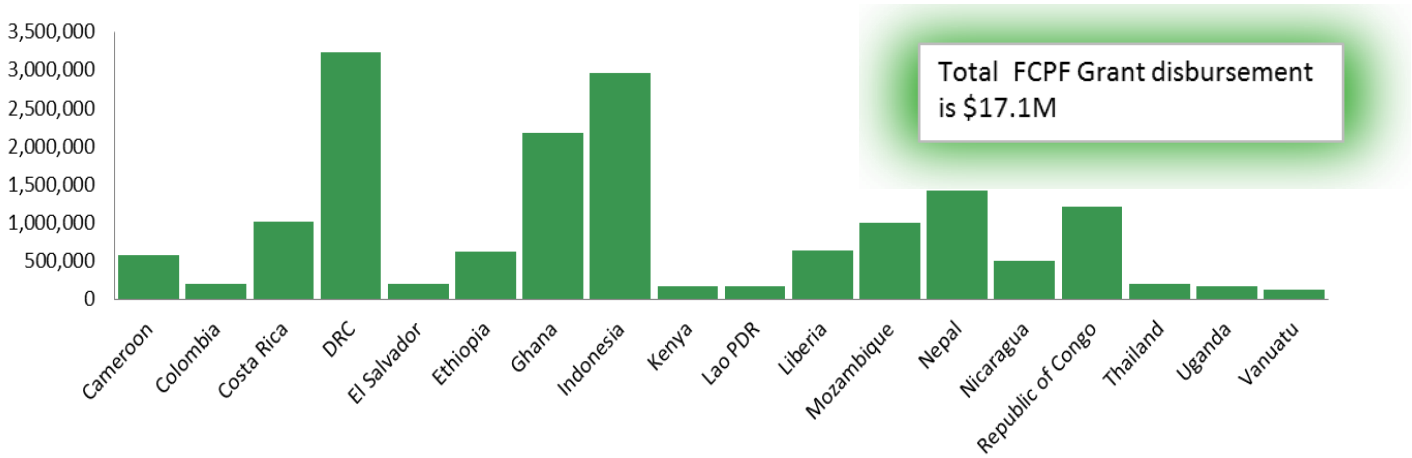
b. Services aux Pays REDD

Selon les estimations, l'appui méthodologique pour la REDD, les services de conseil aux pays et l'appui à la mise en œuvre dans les pays devraient avoir un coût assez élevé en raison de l'entrée de 8 (et potentiellement de 11) nouveaux pays au sein du FCPF. La charge accrue de travail du TAP pour examiner 11 R-PP se reflète dans les coûts estimatifs de l'appui méthodologique pour la REDD. Cependant, la catégorie verra sans doute une légère sous-utilisation (87%) grâce au recentrage sur l'appui direct aux pays plutôt que sur les « activités additionnelles » telles que les niveaux de référence, le MRV et les registres.

En ce qui concerne la fonction de services de conseils aux pays, l'équipe a accompli un gros travail pour les ateliers d'inclusion sociale (3 ont été menés à terme lors de l'AF14) et sur les évaluations stratégiques environnementales et sociales (ESES), un élément clef de la préparation. On s'attend à un dépassement de $127k (6%) mais qui reste conforme au recentrage pour parvenir à faire signer les subventions et intensifier l'appui au décaissement en faveur des pays.

Le dernier aspect de l'appui aux pays concerne l'appui à la mise en œuvre. Ce travail des agences d'exécution a permis la signature de 11 subventions depuis le dernier CP ainsi qu'un rebond des décaissements des subventions pour un total cumulé de plus de $17 millions en date du 23 mai 2014. La Figure 2 présente les détails des décaissements.

Figure 2 Total de décaissements de subventions du FCPF en date du 23 mai 2014



Selon les estimations, les partenaires de mise en œuvre ont dépensé 91% de leur budget annuel au 30 juin 2014, ce qui représente une sous-utilisation budgétaire estimée à $345k.

c. Programme de renforcement des capacités des peuples autochtones/OSC

La nouvelle phase du programme à travers les intermédiaires régionaux n'a pas avancé aussi rapidement que prévu, ce qui se traduit clairement par le taux de dépenses de 47% correspondant à une sous-utilisation de $826k.

Le programme devait durer jusqu'à la fin de l'AF15. En raison des retards, la FMT propose de répartir les allocations restantes sur quelques années supplémentaires en prolongeant le programme jusqu'à la fin de l'AF17. L'enveloppe originale de $5,5 millions restera la même. Ce programme sera examiné plus en détail sous le point 10 du programme de la réunion « Favoriser l'inclusion sociale à travers le programme du FCPF de renforcement des capacités et d'initiatives connexes ».

7. Situation des activités additionnelles

Proposed Additional Activities	FY14 Budget	FY14 Estimates
MRV/Reference Levels (now includes registries work in FY15)	560	263
Private Sector Engagement in REDD+	234	86
Registries for REDD+	196	35
Capacity Building for Social Inclusion	559	711
Linking Local Initiatives to Strategy	171	151
Piloting Forest Governance and Grievance Redress Mechanisms	66	33
South - South Exchange on Managing REDD Funds at the National Level	97	13
TOTAL	1,883	1,292

À part un dépassement des fonds pour le travail de renforcement des capacités pour l'inclusion sociale, les activités additionnelles pour l'AF14 n'ont pas dépassé 32% de l'allocation budgétaire. Ceci s'explique principalement par la réallocation du temps de la FMT vers l'appui direct aux Pays REDD. Certaines activités se poursuivront lors de l'AF15 avec l'approbation du CP (voir section 9 ci-dessous).

8. Proposition budgétaire pour l'AF15

Tableau 5 Proposition budgétaire par activité pour l'AF15

Overall Budget ($000s)	FY14 Budget	FY14 Estimate	FY15 Proposed Budget
Readiness Trust Fund Administration	447	418	410
FCPF Secretariat	1,407	1,419	1,719
REDD Methodology Support	2,255	1,970	1,257
Country Advisory Services	2,206	2,333	2,050
Sub-total	6,315	6,140	5,436
Country Implementation Support	4,023	3,678	3,880
Sub-total	10,338	9,818	9,316
IP and CSO Program	1,571	745	2,065
Total Operating Costs	11,909	10,563	11,381

La demande de budget globale pour l'AF5 sera assez similaire à celle de l'AF14 mais la distribution des fonds sera un peu différente. L'attention continue sur l'appui aux pays REDD se reflète dans le budget car la majeure partie de la demande concerne les services aux pays.

Comme le montre le Tableau 5, le budget de l'administration du Fonds fiduciaire pour la préparation est légèrement moins élevé que le budget et l'estimation des dépenses de l'AF14.

Au contraire, le budget de la fonction de secrétariat augmente à $1,7 millions. En raison des dates de tenue de la réunion de la PC17, certains coûts seront imputés à l'AF15. Les coûts de traduction, de gestion du site et de gestion globale du programme augmentent.

Les services de conseil aux pays, qui constituent le travail le plus étroit de la FMT avec les pays REDD, continuent de représenter une grande partie de la demande budgétaire de l'AF15 en raison d'une attention renouvelée en faveur de l'appui aux pays. L'équipe a pris la décision stratégique d'avoir une majorité de ses membres utiliser près de 80% de leur temps pour soutenir le travail central du FCPF – le travail avec les Pays REDD pour faire avancer leurs programmes de préparation. Par ailleurs, l'introduction de 8 – et potentiellement de 11- nouveaux pays au sein du FCPF nécessite un personnel supplémentaire pour appuyer ces nouveaux pays.

Sous la catégorie « appui à la mise en œuvre dans les pays », le travail des partenaires à la mise en œuvre (Banque mondiale, PNUD et BID) pour le devoir de diligence et la préparation de missions et de documents techniques directement avec les Pays REDD constituera la plus grande partie de la demande budgétaire de l'AF15. L'introduction de 8 (et potentiellement de 11) pays REDD supplémentaires au sein du FCPF nécessite un financement supplémentaire. La demande de $3,88 millions reflète ce besoin.

9. Activités additionnelles

La demande budgétaire totale s'élève à $749k pour poursuivre les activités additionnelles. Dans la plupart des cas, les fonds sous-utilisés pour les activités planifiées mais non finalisées lors de l'AF14 sont reportés dans le budget.

Tableau 6 Activités additionnelles proposées pour l'AF15

Proposed Additional Activities	FY15 Proposed Budget
MRV/Reference Levels (now includes registries work in FY15)	329
Piloting Forest Governance and Grievance Redress Mechanisms	90
South - South Exchange on Managing REDD Funds at the National Level	84
Implementation of the Framework (follow on to Working Group on Pricing & Methodology)	142
New REDD+ Program Cost Assessment	104
TOTAL	749

a. **MRV/niveaux de référence/registres**

Ce budget de $329K est demandé pour poursuivre et finaliser les outils d'appui à la décision et les programmes d'instruction technique sur les niveaux de référence et la conception du système de suivi forestier, initiés et lancés lors de l'AF14. Les principaux produits de cette activité sont :

i. Un outil interactif en ligne d'appui à la décision pour aider les pays REDD à concevoir leur niveau de référence (national ou infranational) et comprendre les implications des mesures et de la notification pendant la mise en œuvre de la REDD+
ii. Une série de modules techniques de formation et d'apprentissage en complément à l'outil d'appui à la décision pour faciliter l'exécution du travail technique.

L'outil à la décision et les supports de formation sont à un stade de développement avancé et sont en cours d'examen et de finalisation. Le report du budget de l'AF14 couvrira les factures en cours de livrables définitifs, de diffusion et de traduction ainsi qu'un budget additionnel pour l'application des outils dans le contexte du développement de Programmes de réduction d'émissions dans le cadre du Fonds Carbone, nécessitant l'appui de consultants.

b. **Projets pilotes de gouvernance forestière et de mécanismes de traitement des plaintes**

À la suite du travail effectué lors de l'AF14, la poursuite du test de l'outil PROFOR dans un ou deux autres pays est proposée pour l'AF15.

c. **Échange de connaissances Sud-Sud sur la gestion des fonds REDD+ au niveau national**

Le budget de $84k sert à promouvoir un ensemble d'activités d'échange des connaissances (conjointement avec le Programme ONU-REDD) sur la gestion des fonds REDD+ au niveau national, ciblant la Colombie, la RDC, l'Éthiopie, l'Indonésie et le Vietnam, tout en profitant du savoir acquis par d'autres pays (Brésil, Costa Rica et Mexique). L'atelier prévu lors de l'AF14 a été reporté à l'AF15 suite à la demande des participants.

d. **Mise en œuvre du cadre méthodologique et de fixation des prix**

Le montant de $142k sert à mettre au point des directives techniques et à apporter un appui pour des sujets liés à la comptabilisation du carbone, aux registres, aux fuites et au déplacement (évaluation des risques), etc. pour faire avancer la mise en œuvre du Cadre méthodologique du Fonds Carbone approuvé en décembre 2013 et pour apporter plus généralement une assistance technique, notamment dans les pays travaillant à leur préparation à la REDD+. Ce travail sera effectué par des membres actuels de la FMT ainsi que des consultants pour des travaux techniques spécifiques (par exemple pour rédiger les spécifications du registre, les tampons ou pour résumer des directives existantes produites par d'autres entités. Les fonds serviront aussi à promouvoir la collaboration avec Partnership for Market Readiness (PMR) et à orienter un travail conjoint dans un pays commun (par exemple sur les registres) selon la demande.

e. **Évaluation du coût du Programme REDD+**

Cette activité de $104k exploite le travail effectué auparavant par l'Institut de la Banque mondiale sur les outils d'évaluation des coûts de la REDD+ (travail effectué grâce à des fonds autres que ceux du FCPF). Dans le contexte du Fonds Carbone, il est de plus en plus évident qu'il faut parfaitement cerner les coûts sous-jacents de programmes futurs de REDD+ pour assurer la durabilité du programme et négocier les prix et les volumes des contrats de réductions d'émissions. Cette activité utilise des manuels existants et des outils basés sur des tableurs, mis au point pour évaluer les coûts d'opportunité, de transaction et de mise en œuvre, ainsi que des études de cas appliqués aux outils. À l'avenir, ces outils seront adaptés aux besoins du travail du FCPF et du Fonds Carbone en particulier (développement du Programme de RE).

10. Décision à la PC17

Il est demandé au Comité des Participants d'approuver le budget proposé de $11,4 millions pour l'AF15 (y compris $749k pour les activités additionnelles).